

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JANVIER 1921.

COMMISSION SPÉCIALE

(Décision du 2 décembre 1920.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (1),

PAR MM. JANSON, MABILLE ET PIRARD.

MESSIEURS,

M. le Président de la Chambre, en ouvrant la séance du 24 décembre 1920, avait fait à ses collègues une communication que nous croyons utile de reproduire intégralement, parce qu'elle précise les conditions dans lesquelles la Chambre a été amenée à s'occuper de l'affaire faisant l'objet du présent rapport.

« Messieurs, le Bureau a à faire à la Chambre une communication particulièrement grave et délicate.

» Il demande à la Chambre de l'écouter en s'abstenant de toute manifestation.

» Un arrêt a été rendu avant-hier par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles dans une affaire de fournitures à l'ennemi.

» Un ancien ministre, M. de Broqueville, ayant, au cours de l'instruction, été entendu comme témoin et ayant produit certaines pièces, la Chambre des mises en accusation, faisant droit aux réquisitions du ministère public, a décidé qu'il serait sursis à statuer sur la procédure à charge des inculpés.

» Un des motifs du réquisitoire et de l'arrêt est que la Cour ne pourrait ordonner des devoirs de preuve qu'en empiétant sur les prérogatives réservées à la Chambre des Représentants par l'article 90 de la Constitution.

(1) La Commission, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. BEGEREM, BERTRAND, BOLOGNE, COLAERT, COLLEAUX, HUBIN, JANSON, LEMONNIER, LEVIE, MABILLE, MASSON, MECHELYNCK, PIRARD, HENRI, PONCELET, VAN CAUWENBERGH et WOESTE.

» Comme vous le savez, la Chambre des Représentants a, en cette matière, un pouvoir discrétionnaire.

» Nul ne peut la déterminer à prendre à ce sujet une délibération quelconque. Nul ne peut provoquer la mise en mouvement d'une action répressive contre un ministre ou un ancien ministre.

» La Chambre demeure souveraine.

» Seul, un de ses membres a le droit de la saisir d'une demande de poursuites sur le pied des articles 20 et 134 de la Constitution.

» C'est exclusivement en elle-même que réside la souveraineté dont l'exercice peut aboutir à la mise en accusation d'un ministre.

» M. de Broqueville nous a fait savoir qu'il souhaitait de pouvoir s'expliquer devant une Commission à constituer par la Chambre.

» Votre Bureau, estimant qu'il était impossible que la Chambre ne se préoccupât pas de la situation qui était créée par l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, vous propose de désigner une Commission de quinze membres qui serait chargée de faire rapport sur cet objet.

» Cette Commission serait nommée au scrutin de liste par la Chambre.

» Elle choisirait son président.

» La nomination de cette Commission aurait lieu mercredi prochain, à 3 heures.

» Les candidats devraient être présentés au plus tard mercredi, à 2 heures 30.

» Si le nombre des candidats est égal au nombre des places à pourvoir, il n'y aura pas lieu à scrutin.

» La formation de cette commission, dans l'opinion de votre bureau, ne peut constituer en rien un préjugé quant aux délibérations que la Chambre sera éventuellement appelée à prendre.

» Voici donc le projet de résolution que j'ai l'honneur de vous soumettre :

» « La Chambre décide de nommer une Commission de quinze membres, chargée de faire rapport sur la situation créée par l'arrêt rendu le 30 novembre 1920 par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles.

» » Cette commission est nommée par scrutin de liste.

» » Elle désignera son président » . »

La proposition du Président a été admise à l'unanimité, avec cette seule modification que l'on porterait à seize le nombre des membres de la Commission. Plusieurs membres de la Chambre se rallièrent à la proposition en raison de ce que M. de Broqueville lui-même avait demandé la réunion d'une Commission. La Commission s'est immédiatement mise à même de remplir la tâche qui lui avait été dévolue, et, dès sa première réunion, elle a tout d'abord demandé au Ministre de la Justice de lui assurer la communication du dossier de l'affaire Coppée. Elle a ensuite voté l'ordre du jour suivant :

« La Commission estime qu'elle n'a pas à se prononcer sur l'arrêt de surseance qui est étranger à ses délibérations. Elle prend acte de la mise à sa disposition du dossier de l'affaire au sujet de laquelle cet arrêt a été rendu.

» Agissant exclusivement en exécution du mandat qui lui a été donné par la

Chambre des Représentants, la Commission charge ses secrétaires de prendre connaissance des pièces du dossier qui ont trait aux déclarations faites par M. de Broqueville.

« L'affaire Coppée étant et devant rester uniquement du ressort du pouvoir judiciaire, la Commission estime n'avoir pas à s'en occuper. »

La Commission a enfin prescrit à ses secrétaires, qui se sont conformés à cette indication, de n'examiner le volumineux dossier envoyé à la Chambre par le Ministre de la Justice, que dans ses éléments ayant quelque rapport avec l'intervention du comte de Broqueville, au cours de l'instruction judiciaire ouverte à charge de MM. Coppée père et fils.

Cette attitude de la Commission était celle que lui commandait l'observation stricte des articles 90 et 134 de la Constitution.

*
* * *

C'est le lieu d'examiner quelle est, en effet, la portée de ces dispositions.

L'article 90 est ainsi conçu : « La Chambre des Représentants a le droit d'accuser les Ministres et de les traduire devant la Cour de Cassation, qui seule a le droit de les juger, chambres réunies, sauf ce qui sera statué par la loi, quant à l'exercice de l'action civile par la partie lésée et aux crimes et délits que des Ministres auraient commis hors de l'exercice de leurs fonctions.

» Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger aux Ministres et le mode de procéder contre eux, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur les poursuites des parties lésées. »

Il s'y agit donc uniquement du droit d'accuser les Ministres pour faits accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Et l'article 90 décide que c'est à la Chambre seule qu'il appartient de mettre en mouvement l'action répressive, de se porter accusatrice et de déférer la cause à la Cour de Cassation, en spécifiant l'infraction qu'on relève contre l'inculpé, laquelle ne peut être qu'un fait prévu par une loi à intervenir.

Les discussions du Congrès National sont sobres d'explications sur ce texte qui peut, en effet, se passer de commentaires.

Le rapport de M. Raikem nous apprend seulement que l'article 91 du projet de la Commission de Constitution devenu l'article 90 de la Constitution, se bornait à établir le principe que « la Chambre élective a le droit d'accuser les Ministres et de les traduire devant le Sénat qui seul a le droit de les juger. »

Sur la proposition de la Section centrale, le Congrès vota le texte suivant : « La Chambre des Représentants a le droit d'accuser les Ministres et de les traduire devant la Cour de Cassation qui seule a le droit de les juger, chambres réunies. »

Plus tard, ce texte fut complété par ces mots :

« Sauf ce qui sera statué par la loi quant à l'exercice de l'action civile par la partie lésée et aux crimes et délits que des Ministres auraient commis hors de l'exercice de leurs fonctions. »

Enfin, un amendement complémentaire de M. Destouvelles vint constituer un second paragraphe ainsi conçu : « Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger aux Ministres et le mode de procéder contre eux, soit sur l'accusation admise par la Chambre des Représentants, soit sur la poursuite des parties lésées. »

Mais déjà le projet de la Commission de Constitution faisait suivre son article 99, devenu notre article-principe 90, de cette autre disposition (art. 102) : « Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, la Chambre élective aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un Ministre et le Sénat pour le juger, en caractérisant le délit et en déterminant la peine. »

La Section Centrale crut préférable de renvoyer cette disposition aux dispositions provisoires, où elle devint, dans les mêmes termes, l'article 134 de notre Constitution : « Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, la Chambre des Représentants aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un Ministre, et la Cour de Cassation pour le juger, en caractérisant le délit et en déterminant la peine.

« Néanmoins la peine ne pourra excéder celle de la réclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales. »

En droit la situation est donc claire. Un pouvoir extraordinaire est conféré à la Chambre par l'article 90, celui d'accuser un *Ministre* ou un ancien Ministre, c'est-à-dire l'agent du pouvoir exécutif qui, *dans l'exercice de ses hautes fonctions*, a méconnu l'autorité des lois ou porté atteinte à l'intérêt national dans les circonstances qu'une loi devrait déterminer.

Mais cette loi, que prévoyait l'article 90, § 2, n'est pas intervenue, laquelle eût déterminé les cas de responsabilité ministérielle et les peines à infliger. Cette loi, le Congrès, pressé d'achever ses travaux importants, ne se décida pas à l'élaborer, parce que, disait le rapporteur M. Raikem, « une bonne loi sur cette matière exige de profondes méditations et un long travail ».

C'est donc à l'article 134 qu'il faut recourir pour savoir comment la Chambre peut et doit user du droit que lui confère l'article 90.

« La Chambre des Représentants, y est-il dit, aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un Ministre... *en caractérisant le délit et en déterminant la peine.* »

« Pouvoir discrétionnaire de caractériser le délit », ce ne peut être que celui d'ériger en délit, comme la loi eût pu le faire, tel ou tel fait reproché à un Ministre.

Pouvoir exorbitant, dira-t-on; oui, mais on n'a pas voulu que, faute d'une loi, un Ministre n'eût à redouter aucune responsabilité pénale de ses actes. Pour cela le Congrès n'hésita pas à décider qu'en présence de faits qu'elle envisagerait comme reprochables, la Chambre des Représentants aurait le droit de considérer ces faits, non encore incriminés, comme incriminables et constituant tel délit ou tel crime sur lequel la Cour de cassation, saisie par une mise en accusation, aura à statuer, jugeant discrétionnairement si les faits, tels qu'ils seront révélés par l'instruction à laquelle elle devra se livrer, lui apparaissent comme présentant les caractères du délit caractérisé. Et c'est discrétionnairement aussi que, le cas échéant, elle appliquera la peine sans pouvoir excéder le maximum fixé par la Chambre, laquelle ne peut elle-même prévoir une peine dépassant la réclusion.

Évidemment c'est là, pour la Chambre, un droit absolument anormal, monstrueux pourrait-on dire, au point de vue des principes du droit, puisqu'il permet de faire apparaître comme des délits, et même des crimes, des actes légalement non punissables au moment où ils furent accomplis; en réalité c'est la rétroactivité d'une loi pénale.

Mais pourtant il ne se pouvait pas, qu'en l'absence d'une loi que le législateur avait l'obligation d'édicter, un Ministre se crût autorisé à tout faire sans rien craindre. D'ailleurs de quoi se plaindrait-il? Il sait qu'une menace est toujours suspendue sur la tête du ministre prévaricateur : à lui de ne jamais perdre de vue que ses actes peuvent toujours engager sa responsabilité.

Que telle est bien la portée de l'article 134, c'est ce que prouve son texte qui n'aurait aucune signification s'il devait s'appliquer à des faits déjà réprimés par la loi; et c'est ce qui résulte surabondamment du paragraphe 2 de ce même article 134 qui oppose à l'accusation qu'il prévoit pour des faits dont la peine ne pourra dépasser la réclusion, les poursuites ordinaires dans « les cas expressément prévus par les lois pénales ». Il s'agit donc bien dans le premier alinéa de faits non encore prévus par la loi pénale.

Certains membres déclarèrent faire des réserves sur l'interprétation de l'article 134 mais ajoutèrent qu'étant données les circonstances de fait, il n'y avait pas lieu pour eux d'insister sur leur manière de faire.

La Commission s'étant donc pénétrée du rôle que la Constitution lui assigne, il lui apparut nettement qu'elle ne pouvait avoir d'autre mission que de rechercher si les faits imputés à M. de Broqueville, tels qu'ils lui étaient ou lui seraient révélés, pouvaient être considérés comme un manquement à ses devoirs, comme constituant un délit commis par lui, Ministre, dans l'accomplissement de ses fonctions. Son attitude pendant la guerre, à l'égard de certains industriels qui lui demandaient des avis sur la conduite à tenir vis-à-vis des Allemands pouvait-elle se justifier? N'appelait-elle pas une mise en accusation? Comment, le cas échéant, caractériser le délit?

C'était là toute la question.

*
*
*

Notre Commission avait désigné dans son sein trois secrétaires qui lui firent un rapport complet et préalable sur toutes les pièces de l'instruction qui pouvaient concerner l'intervention du comte de Broqueville. Celui-ci fut alors entendu. Cette audition était indispensable et répondait d'ailleurs au désir qu'il avait exprimé lui-même.

Le comte de Broqueville a indiqué à notre Commission quelle avait été, depuis le 4 août 1914, la politique générale du Gouvernement qu'il avait alors l'honneur de présider, en ce qui concerne l'attitude à prendre à l'égard de la population de la Belgique occupée. Cette politique s'inspirait de deux préoccupations essentielles. La première, d'assurer le ravitaillement du pays en vivres et en charbon et de diminuer ainsi les souffrances matérielles des Belges livrés à l'autorité ennemie. La seconde, de maintenir partout l'esprit de résistance à cette même autorité, la conservation d'un moral élevé apparaissant à tous les

alliés de la Belgique comme au Gouvernement de celle-ci une des conditions du triomphe de la cause commune.

Chaque fois qu'un membre du Gouvernement a été consulté par un Belge, ayant réussi à quitter la Belgique, ce sont ces directives qui lui ont été données. Elles tendaient, en somme, à conseiller la politique du « moindre mal » qui a d'ailleurs été, sous l'empire de la nécessité, celle de tous les patriotes belges, amenés par la force des choses, à subir la rigueur d'un régime détesté, tout en ayant la ferme volonté de ne rien faire qui pût accroître les ressources de l'ennemi et lui faciliter son œuvre.

M. le comte de Broqueville a précisé d'ailleurs comme suit et textuellement la portée qu'il fallait donner aux avis formulés par un membre du Gouvernement.

« Se basant sur les directives arrêtées, de même que sur les exposés de situation qui leurs étaient présentés, les membres qualifiés du Gouvernement donnaient des avis, voire même des conseils très pressants, quand les circonstances paraissaient les nécessiter et c'était tout : le pouvoir du Gouvernement n'allait pas et ne pouvait pas aller au-delà, ni moralement, ni légalement ; les opinions même les plus formelles, ne pouvaient en aucun cas dégager quiconque de ses responsabilités. Aucun homme de sens droit n'en a jamais pu douter.

» Et quand on vient parler d'autorisation gouvernementale, on dit la chose qui n'est pas, tout au moins au sens vrai du mot. Je ne connais d'ailleurs aucun industriel qui se soit targué d'avoir reçu du Gouvernement cette impos-

sible autorisation.

» Au surplus, les avis et conseils que l'on demandait au Gouvernement lorsqu'on réussissait à le joindre, visaient presque toujours, et notamment en matière de charbon et de ses dérivés, une politique qui était appliquée, bien avant que l'on nous demanda conseil, et des actes qui se posaient parfois depuis des mois, sans que le Gouvernement eût émis la moindre opinion à leur sujet.

» En réalité le Gouvernement ne disposait pas de la moindre arme pour contraindre qui que ce soit du monde industriel à appliquer ses vues et, en eût-il eu à sa disposition, qu'il ne s'en fût vraisemblablement pas servi. C'eût été en effet folie, je le répète, que de prétendre régenter les matières à grande distance, sans possibilité de vérifier par soi-même la situation et au milieu d'événements qui pouvaient rendre fâcheux le lendemain ce qui avait été jugé nécessaire ou éminemment utile la veille.

» Donc : Pas d'autorisation jamais sollicitée, pas davantage d'autorisation spontanément donnée, et cela pour le motif très simple qu'il ne pouvait appartenir au Gouvernement d'ordonner la reprise ou l'interruption de l'activité industrielle.

» Si le mot *autorisation* a pu être employé (abusivement), il suffit d'un peu de bon sens et de connaissance pratique pour savoir qu'il ne pouvait l'être au sens pratique du mot.

» On n'autorise que ce qui dépend de soi.

» Ici rien ne dépendait du Gouvernement et, après comme avant l'opinion

» émise, chacun demeurait libre d'apprécier selon les circonstances et dans la
» plénitude de ses responsabilités. Pas un membre du Gouvernement n'aurait
» songé à faire grief aux industriels qui n'auraient tenu aucun compte des opi-
» nions émises, et chacun le savait. L'avis, le conseil, même chaleureux, ne
» pouvait constituer qu'une garantie supplémentaire contre une erreur d'appré-
» ciation quant à l'opportunité de la conduite à observer.

» C'était une sécurité morale ; mais cela ne pouvait dégager personne ni de
» la responsabilité, ni même du discernement dans les possibilités d'application.
» Il n'est pas à ma connaissance qu'aucun industriel ait jamais compris les choses
» autrement. Il leur eût fallu une extraordinaire légèreté pour ne pas en juger
» comme nous. »

Notre Commission avait été frappée de la contradiction qui paraissait exister, au moins à première vue, entre les dépositions successives faites par le comte de Broqueville au cours de l'instruction de l'affaire Coppée et les déclarations apportées par lui devant la Commission. Celle-ci l'a donc prié de venir s'expliquer à nouveau devant elle.

Cette impression de contradiction se dégageait non seulement des dépositions mais aussi de certaines notes versées à l'instruction, comme suite aux demandes qui avaient été adressées au comte de Broqueville par le juge d'instruction agissant spécialement à cette fin, en vertu d'un arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles.

S'offrant d'ailleurs à répondre à toutes questions et interpellé par notre Président, le comte de Broqueville a encore confirmé ses premières déclarations ci-dessus transcrites. Il nous a déclaré, à nouveau, qu'aucun ministre du gouvernement au Havre, consulté par un compatriote du pays occupé, n'avait songé à autre chose qu'à donner un avis ; que d'ailleurs le contraire n'eût pas été possible, car le Ministre consulté ne pouvait savoir et vérifier si, dans son exposé, le compatriote consultant posait la question sous un jour exact ; que la politique du gouvernement avait été essentiellement de conseiller de faire travailler les ouvriers, sauf pour les allemands. Interpellé, au cours d'une des séances de la Commission, sur le mot « approbation » dont il s'était servi dans sa déposition faite le 7 octobre 1920, devant le juge d'instruction Monsieur de Broqueville, s'expliqua en ces termes : « Je me suis servi du mot « d'approbation » dans cette déposition ; ce mot exprime clairement ma pensée. Jamais un ministre n'a, à ma connaissance, songé et ne pouvait songer à donner une autorisation. Dans ma déposition du 7 octobre, dans ma pensée ce mot « d'approbation » n'a d'autre portée que celle d'un avis approbatif ». Le comte de Broqueville a ajouté que même si, dans sa note personnelle, jointe au dossier de l'instruction et portant la date de « printemps 1916 », il avait parlé d'une politique « dictée par le Gouvernement », cette expression ne changeait pas le caractère d'un simple avis donné par lui-même ; que si, dans cette même note, il relatait avoir dit au baron Coppée qu'après la guerre le Gouvernement ferait connaître la vérité, l'emploi de ces expressions ne changeait rien au caractère de l'avis donné, laissant, à ceux qui l'avaient reçu, toute leur responsabilité.

D'ailleurs, a complété le comte de Broqueville, si l'on savait dans quelles conditions j'écrivais ces notes ! C'étaient des aides-mémoires, dont je ne pouvais

peser les termes. Elles étaient tracées en grande hâte, parfois même en auto, au milieu de toutes mes occupations.

Après cette nouvelle audition, il ne restait plus à la Commission qu'à conclure.

* * *

Aucun crime, aucun délit qualifié comme tel par notre législation pénale ne sauraient être reprochés au comte de Broqueville. Aucun fait, accompli par lui, dans les circonstances acquises, ne saurait, d'autre part, être érigé en délit par la Chambre, conformément à l'article 134 de la Constitution. Au cours de la guerre et causant avec Messieurs Coppée, le comte de Broqueville a formulé une opinion, donné un conseil, exprimé un avis, sur les données qui lui étaient fournies et sans avoir les moyens de vérifier l'exactitude de celles-ci. Il n'était pas davantage à même de vérifier comment et dans quelles mesures ces avis étaient observés.

Son intervention, comme celle de tout autre membre du gouvernement, ainsi qu'il l'a répété à diverses reprises, n'avait à aucun point de vue le caractère d'une autorisation du gouvernement. Et cette intervention, sans que le Ministre ou l'intéressé aient songé d'ailleurs à en fixer par écrit les termes et la portée, devait laisser et laissait toute liberté et toute responsabilité à celui qui était venu la solliciter. A cet égard, aucune ambiguïté n'est possible et les déclarations du comte de Broqueville devant notre Commission précisent, éclairent et, en certaine mesure, rectifient les dépositions qu'il a été amené à faire devant le juge d'instruction dans l'affaire Coppée, comme les notes personnelles qu'il a remises ou fait remettre à ce magistrat. Il est du devoir de la Commission de marquer ici que si, au cours du travail auquel elle s'est livrée, elle n'a rencontré à charge du comte de Broqueville aucun élément matériel pouvant entraîner une inculpation quelconque, elle n'a pas davantage rencontré d'élément intentionnel pouvant révéler chez l'ancien chef du Cabinet qu'il aurait, au cours de la guerre, subi quelque défaillance de ses sentiments patriotiques.

Le comte de Broqueville, au cours des journées historiques d'août 1914, a réussi à exprimer les sentiments du pays entier. — Celui-ci ayant à juger les actes de l'ancien Chef du Cabinet ne peut oublier le rôle patriotique qu'il remplit avec fermeté aux heures les plus angoissantes de notre histoire. —

* * *

Votre Commission croit avoir ainsi rempli la tâche que vous lui avez confiée. Elle ne pouvait aller au-delà sans sortir de la mission que lui attribuait les articles 90 et 134 de la Constitution.

Toutefois, pénétrés du devoir de ne rien laisser dans l'ombre, elle croit devoir signaler que plusieurs de ses membres ont pu regretter que les déclarations auxquelles nous nous sommes attachés ne se soient pas produites aussi précises et aussi nettes au cours de l'instruction judiciaire, et que, lors de la remise au juge des aide-mémoire auxquels il avait fait allusion dans sa déposition du 7 octobre, M. de Broqueville n'ait pas déclaré que ces notes n'étaient que des extraits, tellement que ce magistrat a pu se tromper sur le caractère de ces écrits. D'autres

membres ont également pu exprimer le regret que M. de Broqueville ait cru devoir détruire le document original dont il donne des extraits. Sans doute, il a pu, comme il l'affirme avec force, estimer absolument impossible de livrer à l'instruction un document d'importance politique qui contenait des indications importantes étrangères à l'affaire Coppée; mais encore, en y réfléchissant mieux, eût-il pu mettre ce document à l'abri de toute réquisition, se réservant ainsi, dans son propre intérêt, le moyen de permettre à quelque haute autorité belge, de vérifier l'exactitude de la copie qu'il avait produite.

En réponse à ces observations, qui furent faites M. de Broqueville déclara...

« Je ne pensais pas pouvoir livrer les originaux parcequ'ils contenaient des mentions confidentielles intéressant certaines personnalités importantes. — Je ne pouvais aller au-devant de la question; c'eût déjà été une sorte d'indiscrétion. — J'ai jugé qu'en agissant comme je l'ai fait, je satisfaisais suffisamment en désir du juge. — Si je m'étais trouvé en présence de M. le Procureur général seul, que je connais et a la discrétion de qui je savais pouvoir me fier, je lui aurais fait cette déclaration pontanée — mais en pareille matière, la plus grande était observée. »

Quoiqu'il en soit de ces circonstances que, par un scrupule d'exactitude notre Commission ne croit pas pouvoir passer sous silence, il n'est pas douteux que leur appréciation échappe à sa compétence, puisqu'elle n'a à considérer que les actes du Ministre, M. de Broqueville, pendant la guerre. Nous l'avons dit : elle les a trouvés irréprochables.

C'est pourquoi votre Commission vous propose la délibération suivante : La Chambre prenant acte du rapport de la Commission instituée par délibération du 2 décembre 1920, passe à l'ordre du jour.

Les Rapporteurs,

P.-E. JANSON,

LEON MABILLE,

PIRARD.

Le Président,

EMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JANUARI 1921.

BIJZONDERE COMMISSIE

(Beslissing van 2 December 1920.)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽¹⁾, UITGEBRACHT
DOOR DE HEEREN JANSON, MABILLE EN PIRARD.

MIJNE HEEREN,

Bij het openen der vergadering van 2 December 1920, deed de heer Voorzitter van de Kamer aan zijne Collega's een mededeeling welke wij nuttig oordeelen in haar geheel te laten volgen, aangezien zij de voorwaarden omschrijft waarin de Kamer geroepen werd om kennis te nemen van de zaak die het voorwerp van dit verslag uitmaakt.

« MIJNE HEEREN,

» Het bureau heeft de Kamer een bijzonder ernstige en kiesche mededeeling te doen.

» Het vraagt de Kamer te luisteren en zich van alle teekens van goed- of afkeuring te onthouden.

» Een arrest werd eergisteren genomen door de Kamer van inbeschuldigingstelling van het Hof van Beroep van Brussel, in een zaak van levering aan den vijand.

» Een gewezen minister, de heer de Broqueville, werd bij het onderzoek als getuige gehoord; hij bracht zekere stukken aan; diens gevolg heeft de Kamer

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren BEGEREM, BERTRAND, BOLOGNE, COLAERT, COLLEAUX, HUBIN, JANSON, LEMONNIER, LEVIE, MABILLE, MASSON, MECHELYNCK, PIRARD (HENRI), PONCELET, VAN CAUWENBERGH en WOESTE.

van inbeschuldigingstelling, den eisch van het openbaar ministerie inwilligend, beslist dat de uitspraak over de rechtspleging moest geschorst worden.

» Een der gronden van het requisitorium en van het arrest is dat het Hof slechts het aanbrengen van bewijzen kan bevelen door inbreuk te maken op de rechten door artikel 90 der Grondwet aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voorbehouden.

» Gelijk gij weet bezit de Kamer in dergelijke zaken onbeperkte macht.

» Niemand kan haar dwingen dienaangaande in dezen of genen zin te handelen. Niemand kan het in gang brengen van een strafrechtelijk proces tegen een minister of een gewezen minister uitlokken.

» De Kamer handelt oppermachtig.

» Alleen elk harer leden heeft het recht bij de Kamer een aanvraag tot vervolging in te dienen, op grond van artikelen 20 en 134 der Grondwet.

» Uitsluitend in haar eigen schoot berust de macht, waarvan de uitoefening kan aanleiding geven tot het inbeschuldigingstellen van een minister.

» De heer de Broqueville heeft ons doen weten dat hij wenschte uitleggingen te verstrekken ten overstaan van eene, door de Kamer in te stellen, Commissie.

» Uw Bureel, overtuigd dat het niet mogelijk was voor de Kamer, den door het arrest van het Beroepshof van Brussel geschapen toestand over het hoofd te zien, stelt u voor een Commissie van vijftien leden te benoemen, welke zal voor opdracht hebben verslag uit te brengen over die zaak.

» Die Commissie zou door de Kamer benoemd worden door stemming op lijsten.

» Ze zal haren voorzitter kiezen.

» De benoeming dier Commissie zou Woensdag aanstaande, te 3 uur, plaats hebben.

» De kandidaten zouden uiterlijk Woensdag te 2 uur 30 moeten voorgedragen zijn.

» Worden niet meer kandidaten dan het vereischte getal leden voorgesteld, dan zal niet gestemd worden.

» Naar de meening van uw bureel mag het aanstellen dier Commissie hoege-naamd niet gelden als een vooruitloopen op de beslissingen welke de Kamer desgevallend zal geroepen zijn te nemen.

» Ik stel dus voor dat de Kamer het volgende besluit zou nemen :

» « De Kamer besluit een Commissie van 15 leden te benoemen, gelast » verslag uit te brengen nopens den toestand, verwekt door het arrest gewezen » op 30 November 1920, door de Kamer van inbeschuldigingstelling van het » Beroepshof te Brussel.

» » Deze Commissie wordt benoemd bij stemming op lijsten. Ze zal haren » » voorzitter kiezen. »

Het voorstel van den heer Voorzitter werd eenparig aangenomen, met deze enkele wijziging dat men het aantal leden der Commissie op zestien zou brengen.

Vele leden der Kamer vereenigden zich met het voorstel om reden dat de heer de Broqueville zelf de samenstelling van eene Commissie had gevraagd.

De Commissie heeft zich dadelijk gereedgemaakt om de taak te vervullen welke haar was opgedragen geworden en, van af hare eerste vergadering, heeft zij onmiddellijk aan den Minister van Justitie gevraagd haar de mededeeling van het dossier Coppée te willen verzekeren. Vervolgens keurde zij de volgende dagorde goed :

» De Commissie is van gevoelen dat zij geen oordeel moet uitbrengen over het arrest van opschorsing dat met hare behandelingen geen uitstaans heeft. Zij neemt akte van het te harer beschikking stellen van het dossier der zaak waaromtrent dit arrest werd verleend.

» Uitsluitend handelende krachtens het mandaat haar door de Kamer der Volksvertegenwoordigers gegeven, gelast de Commissie hare secretarissen kennis te nemen van de stukken van het dossier, welke betrekking hebben op de verklaringen door den heer de Broqueville afgelegd.

» Daar de zaak Coppée alleen tot het gebied der rechterlijke macht behoort en moet blijven behoorren, acht de Commissie, zich daarmee niet te moeten bezighouden. »

Eindelijk, heeft de Commissie aan hare secretarissen opgelegd, — en deze hebben die vingerwijzing gevolgd, — het lijvige dossier door den Minister van Justitie aan de Kamer toegezonden slechts te onderzoeken in zijne bestanddeelen welke in betrekking staan met de tusschenkomst van graaf de Broqueville tijdens het rechterlijk onderzoek ten laste van de heeren Coppée, vader en zoon.

Deze gedragslijn van de Commissie stookte volkomen met de stipte naleving der artikelen 90 en 134 van de Grondwet.

*
* * *

Hier dient onderzocht te worden welke, inderdaad, de dracht dezer bepalingen is.

Artikel 90 luidt : « De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft het recht de ministers in beschuldiging te stellen en ze voor het Verbrekingshof te doen verschijnen, dat alleen het recht heeft hen te vonnissen, alle kamers vereenigd, behoudens hetgeen zal bepaald worden door de wet in zake de uitoefening van de burgerlijke rechtsvordering door de benadeelde partij en betreffende de misdaden en wanbedrijven welke ministers mochten begaan hebben buiten de uitoefening hunner bediening.

« Eene wet zal bepalen de gevallen van verantwoordelijkheid, de aan de ministers toe te kennen straffen alsook de wijze van rechtspleging te hunnen aanzien, hetzij op de beschuldiging door de Kamer ingediende, hetzij op vervolging der benadeelde partijen. »

Het geldt dus alleen het recht de ministers in beschuldiging te stellen voor handelingen in de uitoefening van hun ambt daargesteld. En artikel 90 beslist dat de Kamer alleen de strafvordering kan uitlokken, als aanklaagster optreden en de zaak naar het Verbrekingshof verwijzen met juiste vermelding van de overtreding welke men tegen den betichte aanvoert, welke overtreding slechts eene handeling kan zijn, door eene tusschen te komen wet voorzien.

De handelingen van het Nationaal Congres bevatten zeer weinig verklaringen omtrent dezen tekst die, inderdaad, geen verklaringen behoeft.

Het verslag van den heer Raikem leert ons alleenlijk dat artikel 94 van het ontwerp der Commissie voor de Grondwet, nadien artikel 90 van de Grondwet geworden, er zich toe beperkte het beginsel vast te leggen « dat de verkozen Kamer het recht heeft de Ministers in beschuldiging te stellen en ze te doen verschijnen voor den Senaat die alleen het recht heeft hen te vonnissen ».

Op het voorstel van de Middenafdeeling, nam het Congres den volgende tekst aan :

« De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft het recht de Ministers in beschuldiging te stellen en ze voor het Verbrekingshof te doen verschijnen, dat alleen het recht heeft hen te vonnissen, alle kamers vereenigd. »

Later werd deze tekst door de volgende woorden aangevuld :

« Behoudens hetgeen zal worden vastgesteld bij de wet in zake de uitoefening van de burgerlijke vordering door de benadeelde partij en betreffende de misdaden en wanbedrijven welke de Ministers buiten de uitoefening hunner bediening mochten begaan hebben. »

Een bijkomend amendement van den heer Destouvelles, vormde ten slotte een tweede paragraaf luidend : « Door eene wet worden bepaald de gevallen van verantwoordelijkheid, de straffen aan de Ministers op te leggen, alsook de wijze van rechtspleging te hunnen aanzien, hetzij op de beschuldiging, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend, hetzij op de vervolging der benadeelde partijen ».

Maar reeds in het ontwerp van de Grondwetscommissie volgt op artikel 99, dat ons beginsel-artikel 90 is geworden, deze andere bepaling (art. 102) :

« De verkozen Kamer heeft, tot dat er door eene wet wordt in voorzien, eene onbeperkte macht om een Minister in beschuldiging te stellen en de Senaat om hem te vonnissen, om het wanbedrijf te omschrijven en om de straf te bepalen ».

De Middenafdeeling achtte het beter deze bepaling te verwijzen naar de voorloopige bepalingen, waar zij in dezelfde woorden het artikel 134 van onze Grondwet werd : « Totdat de wet anders bepaalt, heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers eene onbeperkte macht om eenen Minister te beschuldigen, alsook het Verbrekingshof om hem te berechten, om het wanbedrijf te omschrijven en om de straf te bepalen. »

« De straf mag evenwel niet verder gaan dan de straf der opsluiting, onverminderd de gevallen uitdrukkelijk voorzien door de strafwetten. »

In rechten is de toestand dus duidelijk. Een buitengewone macht wordt door artikel 90 toegekend aan de Kamer, namelijk, een *Minister* of een oud-minister in beschuldiging te stellen, dit wil zegen den ambtenaar van de uitvoerende macht die, *in de uitoefening van zijn hoog ambt*, het gezag der wetten heeft miskend of 's lands belang heeft benadeeld in de omstandigheden die door eene wet zouden moeten bepaald worden.

Maar deze wet, voorzien bij artikel 90 § 2, is er niet gekomen; zij zou de gevallen van ministerieele aansprakelijkheid en de toe te passen straffen hebben bepaald. Het Congres dat zijne belangrijke werkzaamheden wou beëindigen, kwam er niet toe deze wet op te maken, omdat, zegde de heer Raikem, verslaggever, « eene degelijke wet over die stof diepe overweging en een langen arbeid eischt ».

Men moet dus bij artikel 134 blijven om te weten hoe de Kamer van het recht, haar verleend bij artikel 90, kan en moet gebruik maken.

« De Kamer der Volkvertegenwoordigers, wordt er in gezegd, heeft de onbeperkte macht om een Minister te beschuldigen..... *met het wanbedrijf te omschrijven en de straf te bepalen.* »

« Onbeperkte macht om het wanbedrijf te omschrijven », dat kan enkel beteekenen, dit of dat feit, een Minister ten laste gelegd, tot wanbedrijf te stemmen, zooals de wet het had kunnen doen.

't Is een overdreven macht, zal men zeggen; ja, maar men heeft willen vermijden dat een Minister, bij gebrek aan eene wet, geene enkele strafbare verantwoordelijkheid voor zijne daden te vreezen had. Daarom aarzelde het Congres niet te beslissen, dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers, ten aanzien der handelingen die zij zou beschouwen als laakbaar, het recht zou hebben deze handelingen, die nog niet wanbedrijven zijn, als dusdanig te beschouwen en als zijnde zulkdanig wanbedrijf of misdaad waarover het Hof van Cassatie tegenover een hem voorgelegde inbeschuldigingstelling, uitspraak zal hebben te doen, en eigenmachtig kan oordeelen of de feiten, zooals zij aan het licht komen door het onderzoek waartoe het Hof moet overgaan, haar voorkomen als hebbende de kenmerken van een wel bepaald wanbedrijf. En 't is ook met onbeperkte macht dat zij, in voorkomend geval, de straf zal toepassen zonder het maximum bepaald door de Kamer te overschrijden, straf die ook niet verder mag gaan dan de opsluiting.

Dit is natuurlijk voor de Kamer een volstrekt abnormaal, zelfs monsterachtig recht, onder opzicht van de rechtsbeginselen, vermits het toelaat als wanbedrijven, en zelfs als misdaden te doen voorkomen, handelingen die wettelijk niet strafbaar waren op het oogenblik dat zij werden uitgevoerd; in werkelijkheid zou dit een terugwerkende kracht aan eene strafwet verleenen.

Nochtans mocht het niet gebeuren dat, bij gebreke van eene wet die de wetgever verplicht was uit te vaardigen, een Minister zich gemachtigd achtte alles te doen zonder eenige vrees. Waarover zou hij ten andere te klagen hebben? Hij weet dat er altijd een zwaard hangt boven het hoofd van den plichtvergeten Minister : Hij mag nooit uit het oog verliezen dat zijne handelingen altijd zijn eigen persoon kunnen in 't gedrang brengen.

Dat dit wel de beteekenis is van artikel 134 bewijst de tekst van dit artikel, die geen zin zou hebben zoo hij moest toepasselijk zijn op reeds door de wet verboden feiten; en dat blijkt ten overvloede uit paragraaf 2 van dit zelfde artikel 134, dat tegenover de beschuldiging die het voorziet voor feiten waarvoor de straf niet verder dan de opsluiting mag reiken, de gewone vervolgingen stelt in de gevallen uitdrukkelijk voorzien in de strafwetten. In het eerste lid geldt het dus wel feiten die nog niet werden voorzien door de strafwet.

Sommige leden verklaarden hun voorbehoud te maken op de uitlegging van artikel 134, maar zij voegden erbij dat, gezien de omstandigheden, er voor hen geen reden meer bestond om op hunne zienswijze aan te dringen.

Eens dat de Commissie wel bewust was van de rol die de Grondwet haar toekent, kwam het haar duidelijk voor dat zij geene andere opdracht mocht hebben dan te onderzoeken of de feiten, den heer de Broqueville ten laste gelegd, zooals zij haar bekend waren of zouden worden, konden beschouwd worden als eene tekortkoming aan zijne plichten, als een wanbedrijf door hem, Minister, begaan in de vervulling van zijn ambt. Was zijne houding gedurende den oorlog, ten aanzien van zekere industrieelen die hem raad vroegen over de te volgen gedragslijn tegenover de Duitschers, te verklaren? Gaf zij niet aanleiding tot inbeschuldigingstelling? En welke was, in voorkomend geval, de beteekenis van het wanbedrijf.

Dat alleen was de vraag.

* * *

Onze Commissie had in haar schoot drie secretarissen aangeduid die een volledig en voorafgaand verslag uitbrachten over al de stukken van het onderzoek die konden betrekking hebben op de inmenging van graaf de Broqueville. Deze werd alsdan gehoord, dit was volstrekt noodzakelijk, en beantwoordde overigens aan den wensch door hem zelf uitgedrukt.

Graaf de Broqueville heeft alsdan aan onze Commissie uitgelegd welke, sedert 4 Augustus 1914, de algemeene politiek was geweest van de Regeering, die hij alsdan de eer had voor te zitten, wat betreft de te volgen gedragslijn tegenover de bevolking in bezet België. Deze politiek steunde op twee hoofdzakelijke beweeggronden. De eerste : de bevoorrading van het land in levensmiddelen en in kolen verzekeren, en op die wijze de stoffelijke ellende lenigen van de Belgen overgeleverd aan het vijandelijk gezag. De tweede : overal den geest van tegenstand tegen ditzelfde gezag wakker houden, daar het hoog houden van de gemoedsstemming door al de geallieerden van België en ook door onze Regeering beschouwd werd als een der voorwaarden voor de zegepraal der gemeenzame zaak.

Telkenmale een lid van de Regeering geraadpleegd werd door een Belg die er in gelukt was België te verlaten, werd deze leidraad hem voorgehouden. Feitelijk stelde men zich ten doel, de politiek van het « mindere kwaad » aan te bevelen; politiek welke, overigens, onder den dwang der noodzakelijkheid, diegene is geweest van al de Belgische Vaderlanders die noodgedwongen ertoe gebracht waren de strengheid van een veracht stelsel te dulden, ofschoon zij er vast toe besloten waren niets te doen waardoor de vijand kon bevorderd en zijn werk vergemakkelijkt worden.

Graaf de Broqueville heeft, overigens, de beteekenis welke aan het door een lid der Regeering uitgebracht advies dient te worden gegeven, woordelijk omschreven als volgt :

« Steunend op de aangewezen gedragslijn en volgens de onderscheidene toestanden welke hun werden uiteengezet, brachten de bevoegde leden der Regeering hun advies uit, gaven zelfs dringenden raad, wanneer de omstandigheden zulks schenen te vereischen, en dat is al; verder strekte de macht

» der Regeering niet en kon ze ook niet strekken noch zedelijker-, noch wette-
» lijkerwijs; zelfs de meest nadrukkelijke meening kon in geen geval wie dan
» ook van zijne verantwoordelijkheid ontslaan. Geen mensch met gezond ver-
» stand heeft daar ooit kunnen aan twifelen.

» En wanneer men spreekt van toelating vanwege de Regeering, zegt men
» eene zaak die niet waar is ten minste niet in den waren zin des woords. Ik
» ken, overigens, geen enkel industrieel die er op geboogd heeft, vanwege de
» Regeering deze onmogelijke toelating te hebben gekregen.

» Daarenboven, wanneer men erin gelukte de Regeering te bereiken om
» aan deze advies en raad te vragen, dan gold dit schier altijd, en inzonderheid
» in zake steenkool en dezer bijprodukten, eene gedragslijn welke was gevolgd
» lang reeds voor men ons om raad had gevraagd, alsmede handelingen welke
» soms sedert maanden werden gesteld, zonder dat de Regeering desaangaande
» de geringste meening had uitgebracht.

« Feitelijk beschikte de Regeering niet over het geringste middel tegenover
» de industrieelen om deze te dwingen hare inzichten na te leven, en ware het
» anders geweest, dan hadde wellicht de Regeering daarvan geen gebruik
» gemaakt. En zooals ik zeg, ware het eene dwaasheid geweest, had men de
» zaken aldus van verre willen regelen, zonderdat het mogelijk was den toestand
» persoonlijk te onderzoeken, en in den roes van gebeurtenissen waarvan het
» gevolg kon wezen, dat hetgeen vandaag als noodzakelijk of uiterst nuttig
» werd beschouwd desanderendaags als schadelijk kon worden aangezien.

» Bijgevolg : nooit werd eene toelating aangevraagd evenmin als uit eigen
» beweging eene toelating werd gegeven, en wel om de zeer eenvoudige reden
» dat de Regeering de macht niet kon hebben om de industriele bedrijvigheid
» weder te doen aanvatten of te doen onderbreken.

» Heeft men het woord *toelating* wederrechtelijk kunnen gebruiken, dan
» volstaat nochtans een weinig gezond en practisch verstand om te weten dat
» dit woord niet in dien zin mocht worden gebruikt.

» Slechts wat van u zelf afhankelijk is, kunt ge toelaten.

» In deze was niets afhankelijk van de Regeering en, na zooals voor haar uit-
» gebrachte meening, bleef iedereen vrij de zaken te beoordeelen volgens de
» omstandigheden en in de volheid van zijne verantwoordelijkheid. Niet een lid
» der Regeering zou er aan gedacht hebben, een verwijt te richten tot de indus-
» trieelen omdat dezen met het uitgebracht advies geen rekening zouden gehou-
» den hebben, en iedereen wist zulks. Een advies, zelfs een nadrukkelijke raad,
» kon niet anders zijn dan een bijkomende waarborg tegen eene dwaling in de
» beoordeeling over de geschiktheid der te volgen gedragslijn.

» Dat was eene zedelijke waarborg; doch niemand kon daardoor ontheven
» worden van zijne verantwoordelijkheid noch zelfs van het aan te wenden
» doorzicht in de mogelijke toepassing. Bij mijn weten heeft nooit een indus-
» trieel de zaken anderszins verstaan. Zij hadden wel lichtzinnig moeten zijn
» geweest om daarover niet te oordeelen zooals wij. »

Onze Commissie was getroffen geweest door de strijdigheid welke, ten minste
op het eerste gezicht, scheen te bestaan tusschen de achtereenvolgende verkla-

ringen door graaf de Broqueville tijdens het onderzoek der zaak-Coppée afgelegd, en zijne verklaringen bij de Commissie afgelegd. Deze heeft hem dus verzocht zich nader te komen verklaren.

Deze indruk van strijdigheid bleek niet enkel uit de afgelegde verklaringen, maar ook uit sommige stukken welke bij het onderzoek werden overgelegd in gevolge van vragen tot graaf de Broqueville gericht door den onderzoeksrechter, die aldus inzonderheid optrad krachtens een arrest van het Beroepshof van Brussel.

Graaf de Broqueville, die overigens zich aanbood om op alle vragen te antwoorden, en ondervraagd zijnde door onzen voorzitter, heeft zijne eerste hierboven overgenomen verklaringen nog bevestigd. Opnieuw heeft hij ons verklaard, dat geen enkel Minister der Regeering te Le Havre, geraadpleegd zijnde door een medeburger uit het bezette land, eraan gedacht heeft iets anders te geven dan een raad; dat het tegenovergestelde overigens niet mogelijk ware geweest, vermits de geraadpleegde Minister niet weten noch onderzoeken kon, of de raadvragende medeburger, in zijne uiteenzetting, het vraagstuk in zijn waar daglicht stelde; dat de politiek der Regeering hoofdzakelijk had bestaan in aan te raden, de arbeiders te doen werken, uitgenomen voor de Duitschers. Tijdens eene der vergaderingen van de Commissie ondervraagd zijnde over het woord « goedkeuring » dat de heer de Broqueville had gebruikt in zijne verklaring, den 7^{en} October 1920, tegenover den onderzoeksrechter, heeft hij zich aldus uitgedrukt: « In mijne verklaring heb ik het woord « goedkeuring » gebruikt; dit woord geeft klaar mijn gedachte weer. Bij mijn weten heeft nooit een Minister eraan gedacht, en kon er ook niet aan denken, eene toelating te geven. Bij mijne verklaring afgelegd den 7^{en} October, had in mijn geest, dit woord « goedkeuring » geene andere beteekenis dan « goedkeurend advies ». Zelfs voegt hij eraan toe dat, zoo hij, in zijne persoonlijke nota welke bij het dossier van het onderzoek was gevoegd en gedagteekend « Lente 1916 », gesproken had over eene politiek « door de Regeering aangewezen », deze uitdrukking aan de zaak geenszins de beteekenis van een eenvoudig door hem gegeven advies ont- nam; dat, zoo hij in dezelfde nota vermeldde, aan baron Coppée te hebben gezegd, dat na den oorlog de Regeering de waarheid zou bekend maken, het gebruik van deze uitdrukking geenszins de beteekenis van het gegeven advies veranderde, en aan hen die dit advies hadden gekregen gansch hunne verantwoordelijkheid werd overgelaten.

Ten andere, heeft graaf de Broqueville er nog bijgevoegd: Wist men eens in welke omstandigheden ik deze notas geschreven heb! Het waren vluchtige aantekeningen waarvan ik de termen niet kon overwegen. Zij werden haastig neergeschreven, soms zelfs in een auto, te midden van al mijne bezigheden.

Na dit tweede verhoor, had de Commissie enkel nog haar besluit op te maken.

* * *

Geen misdad, geen wanbedrijf, als zoodanig aangeduid door onze strafwetten, zou ten laste van graaf de Broqueville kunnen gelegd worden. Geene handeling, door hem verricht onder de vastgestelde omstandigheden, zou anderzijds door de Kamer als wanbedrijf kunnen aangemerkt worden, overeenkomstig artikel 134 der Grondwet. In den loop van den oorlog en in zijn onderhoud met de

heeren Coppée, drukte graaf de Broqueville eene zienswijze uit, gaf hij een raad, bracht hij eene meening uit naar de gegevens, die hem werden verstrekt, en zonder te beschikken over de middelen om na te gaan of die gegevens volkomen juist waren. Hij kon evenmin nagaan hoe en in welke mate die adviezen in acht genomen werden.

Zijne tussehenkomst, evenals die van elk ander lid van de Regeering, kon — hij heeft het verscheidene malen herhaald — in geen enkel opzicht gelden als eene machtiging vanwege de Regeering. En die tussehenkomst moest, zonder dat de Minister of de belanghebbende er overigens aan gedacht hebben de bewoordingen en de beteekenis daarvan schriftelijk vast te stellen, volle vrijheid en volle aansprakelijkheid overlaten aan hem, die ze kwam aanvragen, en liet hem die werkelijk over. Hieromtrent is geen dubbelzinnigheid mogelijk, en door de verklaringen welke graaf de Broqueville aflegde voor onze Commissie, worden de getuigenissen, die hij er toegebracht werd voor den onderzoeksrechter af te leggen in de zaak-Coppée, evenals de nota's, die hij aan dien magistraat overhandigde of deed overhandigen, nader bepaald, toegelicht en eenigszins verbeterd. De Commissie heeft tot plicht er hier op te wijzen dat, indien zij, in den loop van hare werkzaamheden, ten laste van graaf de Broqueville geen enkel stoffelijk bestanddeel heeft bevonden, hetwelk aanleiding geven kan tot eenige verdenking, zij evenmin kon vaststellen dat er bij het gewezen hoofd van het Cabinet eenig inzicht bestond, waaruit blijken kan dat hij, in den loop van den oorlog, aan zijne vaderlandsche gevoelens niet zou getrouw gebleven zijn.

In den loop der historische dagen van Augustus 1914 slaagde graaf de Broqueville er in, de gevoelens van gansch het land weer te geven. Het land, nu het over de handelingen van het gewezen hoofd van het Cabinet te oordeelen heeft, zou de Vaderlandlievende houding niet kunnen vergeten, welke hij zoo krachtig aannam op de meest angstige stonden onzer geschiedenis.

*
* * *

Uwe Commissie meent aldus de taak te hebben volbracht, waarmee gij haar hebt belast. Verder kon zij niet zonder de zending, haar door de artikelen 90 en 134 der Grondwet opgedragen, te buiten te gaan.

Doch, innig overtuigd dat zij verplicht is niets verborgen te houden, meent zij te moeten zeggen, dat verscheidene harer leden konden betreuren dat de verklaringen, waarop wij hebben gewezen, niet zoo duidelijk en zoo klaar werden afgelegd bij het gerechtelijk onderzoek en dat, bij het afgeven, aan den rechter, van de nota's bedoeld in zijne getuigenis van 7 October, de heer de Broqueville niet hebbe gezegd dat die nota's slechts uittreksels waren, zoodat diē magistraat zich kon vergissen over den aard dier geschriften. Andere leden konden ook betreuren dat de heer de Broqueville zich verplicht achtte het oorspronkelijk stuk, waaruit hij uittreksels leverde, te moeten vernietigen. Ongetwijfeld kon hij het, zooals hij het met kracht staande houdt, volstrekt onmogelijk achten, aan den onderzoeksrechter een stuk van politiek belang te leveren, waarin gewichtige aanwijzingen, vreemd aan de zaak-Coppée, voorkwamen; doch, had hij er beter op nagedacht, dan had hij dit stuk aan elke opvordering

kunnen onttrekken; zóó had hij zich, in zijn eigen belang, het middel voorbehouden om aan eene Belgische hooge overheid toe te laten, na te gaan of het door hem voorgelegd afschrift eensluidend was.

In antwoord op de aangevoerde opmerkingen verklaarde de heer de Broqueville :

« Ik meende niet de oorspronkelijke stukken te mogen afleveren omdat zij vertrouwelijke opgaven inhielden die zekere hooggeplaatste persoonlijkheden aangaan. Ik kon niet de vraag voorkomen; dit zou reeds eene zekere onbescheidenheid zijn geweest. Ik heb gemeend dat ik, met te handelen zooals ik deed, genoegzaam voldeed aan 't verlangen van den rechter. Had ik mij alleen tegenover den heer Procureur Generaal bevonden, dien ik ken, en op wiens bescheidenheid ik wist te mogen vertrouwen, dan zou ik hem ongevraagd deze verklaring hebben gedaan, — maar in dergelijke quëstie moest de grootste bescheidenheid in acht worden genomen.

Wat er nu ook weze van deze omstandigheden, die onze Commissie meende niet te mogen verzwijgen om heel en al nauwkeurig te zijn, er valt niet aan te twijfelen dat de beoordeeling daarvan niet tot hare bevoegdheid behoort, vermits zij enkel had in aanmerking te nemen de handelingen van den Minister, den heer de Broqueville, gedurende den oorlog. Wij zegden het reeds, de Commissie heeft deze onberispelijk gevonden.

Daarom stelt de Commissie U het volgende voor : De Kamer, akte nemend van het verslag der Commissie, ingesteld bij beslissing van 2 December 1920, gaat over tot de orde van den dag.

De Verslaggevers,

P.-E. JANSON,

LEON MABILLE,

PIRARD.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.
